

INSTITUT DE CANCEROLOGIE BRETAGNE SUD

ICBS - LORIENT

MAÎTRE D'OUVRAGE

GHBS

5 avenue Choiseul
56322 LORIENT



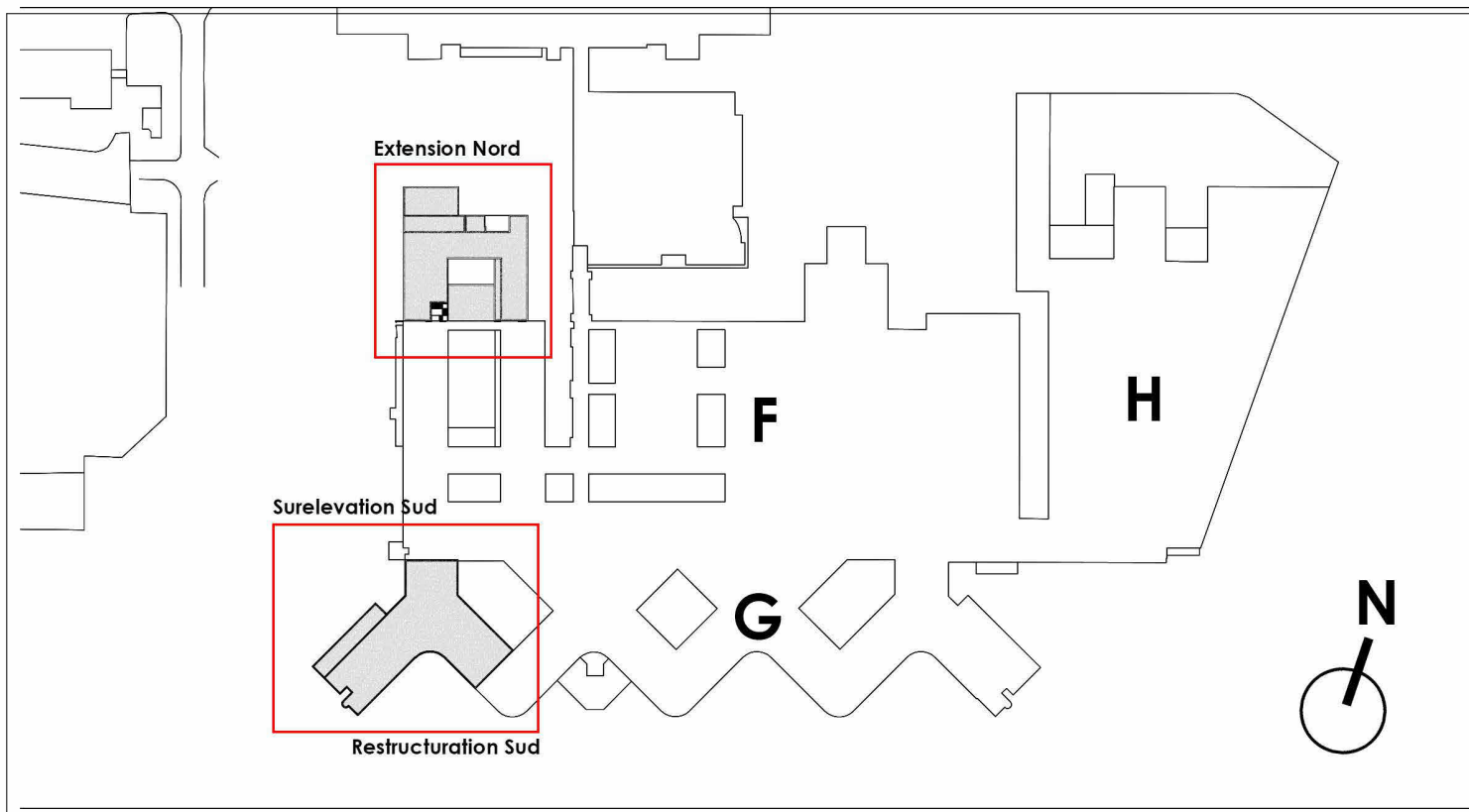
MAÎTRE D'OEUVRE

AIA ARCHITECTES

13 boulevard Jean Monnet
56260 LARMOR PLAGE



ARCHITECTES



EMETTEUR

AIA ARCHITECTES

PHASE

DCE

DATE

28/04/2025

ECHELLE

INTITULE DU PLAN

CCTPC et annexes

CODE EMETTEUR

N° du plan

00

INDICE

BUREAU DE CONTROLE

SOCOTEC

4 rue Alice Coléno 56100 LORIENT - 02 97 86 15 30

S.P.S.

BUREAU VERITAS

MANDATAIRE

AIA ARCHITECTES

13 boulevard Jean Monnet 56260 LARMOR PLAGE - 02 97 64 03 40

ARCHITECTE

AIA ARCHITECTES

13 boulevard Jean Monnet 56260 LARMOR PLAGE - 02 97 64 03 40

INGENIERIE

AIA INGENIERIE

7 boulevard de Chantenay 44100 NANTES - 02 40 38 13 13

ENVIRONNEMENT

ECONOMISTE

AIA INGENIERIE

13 boulevard Jean Monnet 56260 LARMOR PLAGE - 02 97 64 03 40

PAYSAGES

COORDINATEUR SSI

NAMIXIS

6 allée du Mortier 44620 LA MONTAGNE - 02 85 52 36 44

ACOUSTICIEN

VENATHEC

5 rue Jacques Brel 44800 SAINT HERBLAIN - 03 83 56 02 25

OPC

AIA MANAGEMENT

6 rue d'Ouessant Pentagone 2 35760 SAINT-GREGOIRE - 02 99 68 97 17



ARCHITECTES

numéro affaire

0980a24

affaire

GHBS

émet.

phase

DCE

bât.

thème

niv.

zone

N° du plan

00

dessiné par

DLV

vérifié par

JLM

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Commun à tous les lots

(C.C.T.P.C.)

Sommaire

1	NOTE LIMINAIRE.....	4
2	CONTROLE TECHNIQUE.....	4
3	COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE.....	5
4	HEURES D'INSERTION AU PROJET	5
5	DEVOLUTION DU MARCHE.....	5
6	CARACTERISTIQUES DES CCTP.....	5
7	CONNAISSANCE DES LIEUX ET TOUS ELEMENTS RELATIFS A L'EXECUTION DES TRAVAUX	6
8	ETAT DES LIEUX	6
9	VISITE DES LIEUX	6
10	MARQUES COMMERCIALES.....	7
11	AGREMENT DES FOURNITURES - ECHANTILLONS.....	7
12	MATERIAUX NON TRADITIONNELS	8
13	DONNEES ET CONTRAINTES PARTICULIERES AU PROJET	8
13.1	SECURITE INCENDIE	8
13.2	PERFORMANCE ENERGETIQUE	9
13.3	ISOLATION THERMIQUE ET PHONIQUE	9
13.4	EXIGENCES ACOUSTIQUES.....	9
13.5	DONNEES SISMIQUES	9
13.6	QUALITE SANITAIRE ET ENVIRONNEMENTALE DES PRODUITS DE CONSTRUCTION...	9
13.7	INTERFACES TECHNIQUES RADIOTHERAPIE	10
14	DECONSTRUCTIONS - DEMOLITIONS - DEPOSES - PROTECTIONS	10
15	TRAVAUX EN SITE OCCUPE	11
15.1	BRUITS DE CHANTIER.....	11
15.2	MESURES D'HYGIENE ET D'ISOLEMENT DE CHANTIER.....	12
16	VERIFICATIONS ET ESSAIS.....	13
16.1	AUTO CONTROLE DES INSTALLATIONS TECHNIQUES	13
16.2	CONTROLE INTERNE DES ENTREPRISES.....	14
17	PLANS D'EXECUTION – ETUDES TECHNIQUES.....	17
18	DEPOT, ACCES ET OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC.....	17
19	SYNTHESE	17
20	DECHETS DE CHANTIER.....	17
21	NETTOYAGE EN COURS ET EN FIN DE CHANTIER	19
21.1	PREAMBULE	19
21.2	NETTOYAGE EN COURS DES TRAVAUX DE GROS-ŒUVRE	19
21.3	NETTOYAGE EN CHANTIER PAR L'ENSEMBLE DES CORPS D'ETAT	19
21.3.1	Principe d'organisation des nettoyages	19
21.3.2	Les poubelles individuelles par équipe de travail.....	20
21.3.3	Organisation des nettoyages	20

21.3.4	Nettoyage des parties communes.....	22
21.3.5	Nettoyage des terrasses	22
21.3.6	Nettoyage des abords.....	22
21.3.7	Nettoyage des réseaux de canalisations	22
21.3.8	Organisation des stockages.....	22
21.3.9	Litiges	22
21.4	EN FIN DE TRAVAUX : NETTOYAGE FINAL DU CHANTIER.....	23
21.4.1	Nettoyage préalable aux OPR	23
21.4.2	Nettoyage préalable à la réception	25
21.4.3	Nettoyage avant mise en service	26
22	PROTECTION DU CHANTIER.....	26
23	DEPENSES D'INTERET COMMUN- COMPTE PRORATA.....	26
24	TROUS – SCHELLEMENTS – REBOUCHAGES – RACCORDS – RESERVATIONS	
	26	
25	FRAIS DE REPRODUCTION DES DOCUMENTS.....	29
26	DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES	29
27	ACCESSIBILITE AUX HANDICAPES	29
28	SYSTEME D'ECHANGE DE DONNEES INFORMATISEES (SEDI)	29

<u>ANNEXES</u> :	. Annexe 1 :	NOTE D'ORGANISATION DE CHANTIER
	. Annexe 2 :	DOE
	. Annexe 3 :	SYNTHESE
	. Annexe 4 :	PANNEAU DE CHANTIER
	. Annexe 5 :	PRESCRIPTIONS GHBS
	. Annexe 6 :	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES RADIOTHERAPIE
	. Annexe 7 :	LIMITES DE PRESTATION ETUDES EXE

1 NOTE LIMINAIRE

CES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES ONT NOTAMMENT POUR BUT D'ETABLIR UN ETAT D'ESPRIT COMMUN A TOUS TOURNE VERS LA BONNE REALISATION DE L'OEUVRE COMMUNE A ENTREPRENDRE.

Les documents écrits et dessinés, soumis aux Entreprises, ont été élaborés dans le double souci :

- de fournir le maximum de précisions pour l'établissement de leur prix et la bonne fin des travaux.
- d'affirmer la volonté de la part du Maître d'Œuvre d'une réalisation technique et architecturale de qualité.

Il est donc demandé aux Entreprises de faire part à son représentant et ce, avant signature des marchés, de toute imperfection que pourrait faire ressortir l'étude approfondie du dossier, et qui pourrait être selon elles de nature à contrarier les buts poursuivis.

Il devra signaler au Maître d'Œuvre les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation, l'usage auquel ils sont destinés et l'observation des règles de l'Art.

Les marchés étant signés, l'Entreprise devra faire toute rectification ou modification nécessaire à l'obtention de la qualité attendue dans tous les détails de l'ouvrage ; elle ne pourra arguer des documents de base ni utiliser ceux-ci pour des dérogations aux règles de l'art ou à des manquements aux volontés communes que tous doivent se donner pour mener le chantier à bonne fin.

Des éléments formels de contrôle placés sous la responsabilité des Entreprises sont indiqués à chaque lot, ils ne veulent qu'insister sur la nécessaire implication de tous au respect de l'œuvre commune et ne veulent en aucun cas être prétexte à un quelconque profit en défaveur de l'Entreprise.

2 CONTROLE TECHNIQUE

L'entrepreneur doit à ses frais, soumettre tous les documents d'exécution nécessaires à cet organisme et procéder à toutes les mises au point, compléments ou rectifications (y compris travaux demandés), sans pour autant prétendre à des suppléments de prix, exception faite de l'application d'une nouvelle réglementation apparue après la remise de l'offre.

Il est conseillé à l'entrepreneur de se mettre en rapport avec le Contrôleur Technique désigné par le maître de l'ouvrage, pour mettre au point, avant toute exécution, toutes questions qui pourraient être cause de litiges par la suite.

Les honoraires du Contrôleur Technique sont à la charge du Maître d'Ouvrage.

3 COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

L'entrepreneur doit à ses frais, respecter les demandes du coordonnateur SPS.
Les honoraires du coordonnateur SPS sont à la charge du Maître d'Ouvrage.

4 HEURES D'INSERTION AU PROJET

Les entreprises prévoiront des heures d'insertion au projet
Nb d'heures et lots concernés : la quotité sera précisée ultérieurement.

5 DEVOLUTION DU MARCHE

→ En lots séparés ou groupement d'entreprises par lots

Chaque entrepreneur devra impérativement se reporter au CCTP des autres corps d'état pour vérifier ses limites de prestations et ne pourra se prévaloir d'aucun supplément pour parachever son ouvrage en s'assurant de la gestion d'éventuels problèmes d'interfaces.

6 CARACTERISTIQUES DES CCTP

Les CCTP sont rédigés en accord avec les documents techniques suivants (liste non exhaustive) :

- Les fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générale (C.C.T.G.),
- les Cahiers des Charges, règles de calcul, et Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) établis par le C.S.T.B. à défaut de C.C.T.G.,
- les Avis Techniques du C.S.T.B. et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tels avis,
- les règles de l' A.P.S.A.D.,
- les Agréments Ministériels pour les composants,
- les prescriptions du R.E.E.F. et du C.S.T.B.,
- les normes françaises de l'AFNOR,
- le Code du Travail et toutes ses annexes,
- les prescriptions des fabricants,
- le Règlement Sanitaire Départemental type,
- les Règlements de Sécurité contre les risques d'incendie,
- les Règlements Administratifs particuliers : ARCEP, ENEDIS, GRDF, compagnies concessionnaires,
- le Règlement d'assainissement,
- les recommandations professionnelles propres à chaque lot, les règles RAGE
- les directives U.E.A.T.C.,
- la réglementation RT 2012,
- les installations classées pour la protection de l'environnement,
- les arrêtés et autres textes relatifs aux contraintes acoustiques de tous types.

Pour les articles des CCTP qui pourraient comporter des indications opposées à celles de normes citées, sans qu'aucune spécification expresse du Maître d'œuvre n'ait été imposée, l'entrepreneur devra toujours se référer à ces dernières.

L'entrepreneur sera tenu d'étudier, avant tout commencement d'exécution tous les documents graphiques remis par le Maître d'œuvre pour l'exécution des ouvrages.

Les différents CCTP sont présentés par lots séparés, étant bien précisé que certains corps d'état auront besoin de se reporter aux CCTP d'autres lots, pour bien vérifier leurs limites de prestations.

7 CONNAISSANCE DES LIEUX ET TOUS ELEMENTS RELATIFS A L'EXECUTION DES TRAVAUX

L'Entrepreneur ne saurait se prévaloir, postérieurement à la remise des offres ou à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante des lieux et terrains d'implantation des ouvrages, des propriétés mitoyennes, des routes et voies d'accès, des contraintes aériennes, non plus que de tous les éléments locaux tels que lieux d'approvisionnement des matériaux, moyens d'accès et réglementation de la circulation, conditions d'alimentation en eau et en électricité, conditions climatiques, conditions acoustiques, en relation directe ou indirecte avec les travaux, pour présenter des demandes de suppléments ou de plus-values sur le prix global et forfaitaire convenu et arrêté.

L'entrepreneur n'ayant fait, lors de la remise de son offre, aucune remarque concernant les documents qui lui ont été remis, est réputé n'y avoir relevé aucune erreur ou omission de nature à modifier plus tard le montant de ses travaux.

8 ETAT DES LIEUX

Les études et les travaux seront menés en tenant compte de la présence d'ouvrages mitoyens ou en limite de propriété, y compris en fondations. Un constat d'Huissier, à la charge de l'entreprise du lot **GROS-ŒUVRE – DEMOLITION – FONDATIONS PROFONDES**, sera exécuté avant et après les travaux.

Avant tout début d'intervention, et pour chaque zone concernée par les travaux, un "état des lieux" avant et après les travaux pourra être dressé à la demande du Maître d'Œuvre. Cet état sera établi conjointement en présence du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre, et d'un représentant de l'Entreprise.

9 VISITE DES LIEUX

S'agissant de travaux d'intervention sur existant, chaque Entrepreneur devra parfaitement mesurer, par une visite détaillée des lieux, et prévoir dans son offre, tous les travaux particuliers propres à ce type d'ouvrage.

Une visite du site existant, touché par les travaux, est imposée pour certains corps d'état et conseillée pour d'autres corps d'état, comme indiqué dans le règlement pour la consultation (RPC) joint au présent dossier.

Il ne sera pas admis une fois les marchés signés, de travaux supplémentaires occasionnés pour méconnaissance des lieux, de l'environnement et de ses contraintes, des possibilités d'accès et de stockage, etc...

10 MARQUES COMMERCIALES

"Les marques et types cités dans la description des différents CCTP s'entendent avec la mention "OU EQUIVALENT".

Ces références permettent de fixer le niveau qualitatif demandé et mettent les entreprises au même niveau de prestation.

Cependant, pour respecter les règles de concurrence, telles que précisées par le décret du 26 janvier 1984 modifié (article 13), l'entreprise a la faculté de proposer un produit "équivalent", sous réserve de fournir la fiche technique du produit proposé.

Le maître d'œuvre examinera la qualité de l'équivalence avec le maître d'ouvrage **et si le produit proposé est jugé «équivalent», il sera retenu.**

Dans le cas contraire l'entreprise devra soit revenir au produit défini dans le CCTP sans plus-value, soit proposer un autre produit équivalent.

Cette procédure permet de mettre les entreprises au même niveau de prestation en évitant de rejeter une offre qui aurait intégré dans son prix un «produit non équivalent».

Ainsi il sera respecté une vraie concurrence entre les entreprises d'une part et entre les fournisseurs d'autre part.

11 AGREMENT DES FOURNITURES - ECHANTILLONS

Pendant le déroulement du chantier, si l'entreprise désire proposer une marque et référence différentes de celle prévue au marché, elle devra obligatoirement présenter l'échantillon prescrit au marché, accompagné de sa fiche technique ainsi que l'échantillon variante proposé par l'entrepreneur et sa fiche technique.

Le maître d'œuvre examinera la qualité de la variante avec le Maître d'Ouvrage et se prononcera à la suite sur l'acceptation ou le refus de la variante.

Tout matériel mis en œuvre qui n'aurait pas fait l'objet d'un agrément préalable du Maître d'œuvre sera refusé et devra être changé, à la charge de l'entrepreneur.

L'entrepreneur présentera les échantillons de tous les matériaux entrant dans la réalisation du projet au Maître de l'Ouvrage qui arrêtera définitivement son choix, et qui pourra également exiger tous échantillons complémentaires nécessaires au choix des matériaux définitifs.

Les échantillons pourront être soumis à la demande du Maître d'œuvre ou du Contrôleur Technique à des essais dans le but de déterminer leur résistance, leur tenue aux agents atmosphériques, leur durabilité dans le temps, leur comptabilité avec d'autres matériaux.

En outre, l'entrepreneur devra effectuer toutes les applications d'essai et fournir tous les échantillons permettant au Maître d'œuvre de faire les choix esthétiques (coloris, aspect, formes...).

De plus, des prototypes permettront d'apprécier l'aspect fini des ouvrages proposés. Ils devront être communiqués par les différentes entreprises et/ou lots de l'opération.

Chaque fois qu'un classement au feu, phonique ou d'usage sera demandé pour un matériau, l'entrepreneur fournira au Maître d'œuvre deux exemplaires du procès-verbal d'essais du matériau par le CSTB ou autre laboratoire agréé.

12 MATERIAUX NON TRADITIONNELS

Sauf prescriptions particulières, les matériaux ou procédés "non traditionnels" devront faire l'objet d'un Avis Technique du C.S.T.B. valable à la date d'exécution des travaux et d'une acceptation par la commission du Service Technique de l'Assurance Construction. Les dispositions faisant l'objet de réserves sont exclues.

La fourniture et la mise en œuvre de ces matériaux seront conformes à leurs avis techniques ainsi qu'aux directives et prescriptions techniques préconisées par le Fabricant.

L'Entreprise devra également être agréée par le Fabricant du procédé retenu dont l'assistance technique sur chantier sera exigée.

13 DONNEES ET CONTRAINTES PARTICULIERES AU PROJET

13.1 SECURITE INCENDIE

➔Le présent projet est classé : Etablissements Recevant du Public, de type "U" (établissements sanitaires) de 1^{ère} catégorie.

Les travaux seront donc exécutés en respect des Règlements de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et en particulier à l'arrêté du 25 juin 1980 et arrêtés additifs et/ou modificatifs.

Chaque Entrepreneur étant directement responsable de la conformité de ses ouvrages aux dits règlements, tous les matériaux, matériels ou ouvrages qui par nature, ne présenteraient pas les garanties de sécurité requises, sont implicitement prévus avec un traitement complémentaire pour mise en conformité aux règlements, à la charge de l'Entrepreneur qui

met ces matériaux ou matériels en œuvre, sauf dans le cas précis où ce traitement est explicitement prévu au devis descriptif d'un autre lot.

La justification du comportement au feu des matériaux et éléments de construction définis dans le présent C.C.T.P. sera apportée par présentation des P.V. d'essais ou notes de calculs suivant D.T.U.

13.2 PERFORMANCE ENERGETIQUE

Le projet est soumis à la réglementation thermique RT 2012.

La Notice RT jointe au DCE détaille les exigences liées à la performance des éléments composant l'enveloppe du bâtiment.

Les Entreprises dont les ouvrages participent à l'isolation thermique, devront veiller au maintien des qualités de leurs ouvrages, en particulier, en ce qui concerne les réservations, percements et rebouchages exécutés par les autres corps d'état.

13.3 ISOLATION THERMIQUE ET PHONIQUE

Les Entreprises dont les ouvrages participent à l'isolation thermique et phonique, devront veiller au maintien des qualités de leurs ouvrages, en particulier, en ce qui concerne les réservations, percements et rebouchages exécutés par les autres corps d'état.

13.4 EXIGENCES ACOUSTIQUES

Le projet fait l'objet d'une notice acoustique jointe au dossier concernant notamment **l'Arrêté du 25 Avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements de santé**. Toutes les Entreprises dont les travaux participent à ces exigences devront s'assurer, avant signature des marchés, que les dispositions prévues dans leur prestation sont suffisantes pour atteindre les résultats demandés, compte tenu des dispositions prévues par les autres corps d'état.

13.5 DONNEES SISMIQUES

Le projet d'extension doit répondre aux règles parasismiques pour tous les corps d'état. Le CCTP du lot-gros œuvre précise toutes les hypothèses à retenir et les règlements à appliquer.

13.6 QUALITE SANITAIRE ET ENVIRONNEMENTALE DES PRODUITS DE CONSTRUCTION

Les peintures et vernis proposés par l'entreprise devront avoir des teneurs en COV connues. L'entreprise devra privilégier le choix d'une peinture de finition disposant d'une faible teneur en COV et disposant d'un label environnemental (NF Environnement, Label EcoLabel, Nature Plus ou label équivalent).

Les émissions de COV et formaldéhydes des matériaux utilisés devront être connues pour 100% des surfaces en contact avec l'air intérieur.

Les produits et matériaux de constructions et de décorations utilisés en contact avec l'air intérieur devront respecter l'arrêté du 30 avril 2009.

Tous les produits en contact direct avec l'air intérieur devront disposer d'un étiquetage sanitaire en COV/formaldéhyde selon la norme ISO 16000.

Les colles des revêtements de sols souples devront disposer du Label EMICODE EC1 ou EC1plus et de l'étiquetage sanitaire A+ en COV/formaldéhyde.

De manière générale l'ensemble des produits en contact avec l'air intérieur (sols, peintures, faux-plafonds...) devra justifier de l'étiquette A+ au sens du décret du 23 mars 2011.

Voici les seuils correspondant à l'étiquetage A+.

- formaldéhyde à 28 jours < 10 µg/m³
- COVT à 28 jours < 1000 µg/m³

Les bois mis en œuvre ne devront pas figurer sur la liste CITES relative aux bois protégés.

L'ensemble des matériaux prescrit respectera l'Arrêté du 30 Avril 2009 relatif aux conditions de mise sur le marché des produits de construction et de décoration contenant des substances cancérigènes mutagènes ou reprotoxiques de Catégorie 1 ou 2.

Les produits en contact avec l'air intérieur ne devront pas dégager de particules et de fibres cancérogènes.

Ces produits devront répondre aux tests prévus par la Directive Européenne 97/69/CE du 05/12/97 transposée en droit français le 29/08/98.

Tous les isolants thermiques et acoustiques devront être certifiés ACERMI.

13.7 INTERFACES TECHNIQUES RADIOTHERAPIE

Sont jointes en annexe 6 les prescriptions du fournisseur pressenti VARIAN concernant l'équipement de radiothérapie installé dans le Bunker. Chaque titulaire devra se conformer à ces prescriptions, qui pourront être actualisées lors du chantier.

14 DECONSTRUCTIONS - DEMOLITIONS - DEPOSES - PROTECTIONS

Sauf indications contraires portées au descriptif des autres lots, notamment les lots techniques, les démolitions et déposes des ouvrages existants et non conservés sont prévues par le lot **GROS-ŒUVRE – DEMOLITION – FONDATIONS PROFONDES**.

Toutefois l'attention de toutes les Entreprises est attirée sur le fait que les ouvrages pouvant être récupérés, devront être déposés avec soin par les corps d'état intéressés, pour **récupération par le Maître d'Ouvrage**. Ces matériels ou matériaux seront transportés à leurs frais par les Entreprises concernées et seront stockés dans un local mis à disposition par le Maître de l'Ouvrage ou évacués à la décharge publique en cas de non récupération.

15 TRAVAUX EN SITE OCCUPE

La conduite des travaux devra tenir compte de l'occupation du site, et notamment aux prescriptions prévues dans la NOC.

Les travaux ont lieu sous la direction du Titulaire. Le personnel intervenant doit se conformer strictement aux prescriptions de l'établissement.

Le responsable technique du GHBS se réserve le droit d'interdire sans indemnité l'accès de l'établissement et de ses dépendances aux ouvriers, ainsi qu'au personnel d'encadrement, jugés par lui indésirable ou ne donnant pas satisfaction.

Le personnel du titulaire doit obligatoirement porter une carte d'identité, un badge ou un vêtement professionnel indiquant clairement son appartenance à l'entreprise. Il se conformera à toute procédure d'identification et de contrôle mise en place par le Pouvoir Adjudicateur en matière d'intervention des entreprises sur les sites.

Le titulaire présentera pour approbation aux responsables techniques de chaque établissement, dans les 30 jours suivant la notification du marché, le signe distinctif indiquant l'appartenance à l'entreprise.

D'une façon générale, les ouvriers devront strictement respecter la discipline générale des établissements. Les intervenants missionnés par l'entreprise contractante seront tenus à la plus stricte confidentialité concernant les renseignements dont ils prennent connaissance au cours de leurs missions. Les intervenants auront l'interdiction formelle de divulguer à l'intérieur du GHBS comme à l'extérieur toute information confidentielle recueillie lors de leurs missions.

Il leur est interdit d'apporter aux malades, denrées alimentaires ou produits quelconques. Ils devront rigoureusement s'abstenir d'apporter, tant à l'intention des malades que du personnel, des boissons alcoolisées de toute nature.

L'entreprise s'engage à retirer, sur simple demande de l'Administration, tout ouvrier qui contreviendrait aux prescriptions ci-dessus. Il en serait de même pour tout ouvrier qui se trouverait en état d'ébriété ou sous emprise de produits stupéfiants dans l'établissement.

Le personnel du titulaire est tenu d'observer les consignes de sécurité et les règles appliquées au personnel extérieur à l'établissement

Respect des prescriptions du GHBS, cf ANNEXE 5.

15.1 BRUITS DE CHANTIER

Les travaux devant être exécutés à proximité de bâtiments occupés, il sera fait emploi de matériels et engins silencieux.

Dans le cas exceptionnel où, pour un travail de courte durée, il serait indispensable d'employer un matériel non silencieux, l'Entrepreneur devra obtenir l'accord du Maître d'ouvrage avant tout début de mise en marche, l'accord déterminera également l'horaire autorisé.

Les travaux devront tenir compte des indications de la notice d'organisation de chantier et de la notice acoustique jointe au présent dossier.

15.2 MESURES D'HYGIENE ET D'ISOLEMENT DE CHANTIER

Mesure de lutte contre les maladies nosocomiales et lutte contre l'aspergillose

Prestations	Mise en œuvre		Démontage		Entretien / Maintenance	
	Par :	A charge :	Par :	A charge :	Par :	A charge :
<p>Lors d'interventions dans les zones en réhabilitation, l'entreprise devra la construction d'une paroi de confinement isolant les locaux en activité des zones en chantier, suivant plan de phasage du marché :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Barrière imperméable - Coupe-feu 1h - Finition Etanche type « dilite » ou équivalent - Phonique - Du sol au plafond, afin d'assurer l'étanchéité et le coupe-feu <p>Cette paroi sera construite à plusieurs mètres en retrait de la zone de travail de façon à créer une zone tampon.</p> <p>Toutes les zones de chantier devront être étanchée, mise en dépression et testées par un organisme spécialisé avant le démarrage des travaux pour éviter toute infection nosocomiale et aspergillose des services en fonctionnement de l'hôpital.</p> <p>L'entreprise de GOe vérifiera régulièrement l'étanchéité de la paroi, de la porte dans la zone chantier et le fonctionnement correcte jour et nuit de la ventilation pour la mise en dépression. Toutes ces précautions devront suivre les recommandations des adaptées du CLIN concernant La lutte contre les invasions nosocomiales et l'aspergillose.</p>	Goe	Goe	Goe	Goe	Goe	Goe
Mise en dépression des zones d'intervention	CVC	CVC	CVC	CVC	CVC	CVC
Bloc porte provisoire de degré coupe-feu 1/2h	GOe	GOe	GOe	GOe	GOe	GOe

Méthodologie particulière d'intervention et de construction

La conception de l'ouvrage et la méthodologie de construction seront établies en tenant compte des contraintes du site.

Les démolitions seront réalisées par sciage et grignotage.

L'utilisation du marteau piqueur sera proscrite ou sur horaire spécifique défini par la MOA.

Les percements seront exécutés par carottage sous eau sur horaire spécifique défini par la MOA.

Les éléments métalliques seront mis en place à l'aide de forages pour éviter les vibrations. Le béton sera projeté sous forme humide pour éviter les poussières de ciment.

Sensibilisation, comité de lutte contre les invasions nosocomiales et l'aspergillose

L'ensemble des dispositions particulières à la gestion des travaux à proximité et / ou en site occupé sera inclus dans le livret d'accueil établi par l'entreprise titulaire du lot **GOe**. Ce livret d'accueil à l'attention de tout intervenant (salarié comme intérimaire) présentera les

contraintes de l'opération en matière d'environnement, les mesures et précautions arrêtées et à respecter. Ce livret sera remis et commenté par le responsable environnement.

Les entreprises seront tenues de participer à des réunions d'information sur les risques liés à l'aspergillose dispensées par l'exploitant du site.

Ces réunions ont pour objectif de sensibiliser les ouvriers sur l'importance du respect des consignes et précautions en matière de prévention de l'aspergillose et des maladies nosocomiales.

Interfaces avec le système de sécurité incendie

Le titulaire du lot « Courants forts / Courants faibles » est en charge de l'ensemble des prestations nécessaires sur le SSI existant de façon à permettre les travaux d'extension tout en assurant la continuité d'exploitation. Ces opérations se feront en lien étroit avec les services techniques du GHBS.

16 VERIFICATIONS ET ESSAIS

16.1 AUTO CONTROLE DES INSTALLATIONS TECHNIQUES

Outre les essais éventuellement prévus au C.C.T.P., les Entrepreneurs devront prévoir, dans leur offre, les vérifications propres et essais divers qui incombent à chaque constructeur conformément à la Réglementation. Cette prestation sera pour l'ensemble des lots, y compris les lots non techniques, suivant les attestations d'essais de fonctionnement de l'Agence Qualité Construction (AQC).

A cet effet, les Entreprises soumissionnaires doivent présenter, dans leur offre, le programme de leurs vérifications techniques comportant notamment :

- l'identification du responsable des vérifications techniques.
- les procédures de vérification de la validité des documents techniques établis.
- les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés.
- la nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (fiches d'identification et/ou bons de livraison, fiches de contrôle d'exécution, procès-verbaux d'essais à la charge des Entreprises, etc...).

Les résultats de mesures et d'essais seront transcrits sur Procès-verbaux établis suivant modèles figurant dans les attestations d'essais de fonctionnement de l'Agence Qualité Construction (AQC). et transmis au Contrôleur technique et à la maîtrise d'œuvre.

La justification du classement de résistance et de réaction au feu des matériaux et éléments de construction définis dans le présent C.C.T.P. sera apportée par présentation des "P.V. d'essais" (ou notes de calculs suivant D.T.U.). Ils devront dater de moins de 5 ans au moment de leur mise en œuvre.

16.2 CONTROLE INTERNE DES ENTREPRISES

Le contrôle interne auquel est assujettie l'entreprise doit être réalisé à différents niveaux :

- au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux Normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché.
- au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégées.
- au niveau de l'interférence entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera tant au niveau de la conception que de l'exécution que les ouvrages à réaliser et à exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations.
- au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux DTU ou Règles de l'Art.
- au niveau des matériaux et notamment des matériaux de structure, l'entrepreneur réalisera les essais et vérifications imposées par les normes, DTU et les règles professionnelles ainsi que les essais supplémentaires exigés par les pièces écrites.
- au niveau des sous-traitants, l'entrepreneur en assurera l'encadrement et le contrôle qualité.

EXEMPLES DE CONTROLES INTERNES POUR LES LOTS NON TECHNIQUES

LOTS CONCERNES	FREQUENCE SUGGEREE
GROS-ŒUVRE – DEMOLITION – FONDATIONS PROFONDES	
<u>Fondations</u> - profondeur du sol des fonds de fouilles - incidents divers (eau - éboulements, etc.)	1 fois par semaine 1 fois par semaine
<u>Béton armé coulé en place</u> - délai de mise en œuvre des bétons au chantier < 1 H 30 - collecte des PV de livraison et vérification - date de coulage par température extérieure < 0° et précaution prise dans ce cas	1 fois par semaine 1 fois par semaine 1 fois par semaine
- conformité des ferraillages aux plans : . attentes, liaisons, chapeaux, . chaînages, etc... . distance à la façade	1 fois par semaine
- qualité des éléments au droit des liaisons de préfabriqués - ferraillage conforme en nature et positionnement - bonne rugosité des abouts de préfabrication de poutres ou planchers - bon état des appuis de béton ponts ou caissons . conformité des ferraillages au plan . enrobage des aciers de façades 3 cm	1 fois par semaine 1 fois par semaine 1 fois par semaine 1 fois par semaine

Béton

- Prélèvement

On définira un bâtiment comme l'ensemble construit entre 2 joints de dilatation et on fera un prélèvement par niveau, compte tenu du fait que ce prélèvement concernera la totalité du béton de ce niveau : murs - poteaux - poutres - planchers.

Les fondations seront comptées comme un niveau.

On fera systématiquement un prélèvement par niveau (un prélèvement = 3 éprouvettes).

Ce prélèvement sera écrasé à 28 jours.

- Exceptions

- . dans le cas du premier prélèvement de chaque chantier, on prélèvera 6 éprouvettes, 3 pour écrasement à 7 jours - 3 à 28 jours.
- . dans le cas de décoffrage rapide, de traitement thermique, le premier prélèvement de chaque chantier comportera 9 éprouvettes : 3 à 3 jours - 3 à 7 jours - 3 à 28 jours.

LOTS CONCERNES	FREQUENCE SUGGEREE
ETANCHEITE	
- Existence, au chantier, de spécifications définissant exactement les travaux à exécuter : pare-vapeur, isolation thermique, étanchéité, protection, relevés, etc...	1 fois
- Accord de l'étancheur sur les supports laissés par le corps d'état précédent : forme de pente, relevés, planéité, etc...	1 fois
- Conformité des produits d'étanchéité approvisionnés aux spécifications du chantier ou à l'Avis Technique	1 fois par bâtiment
- Exécution en cours conforme aux spécifications du chantier et de l'Avis Technique.	1 fois
- Essais de mise en eau des terrasses	.. Après mise en place des équipements
- Stockage ou circulations sur étanchéité	1 fois par semaine
- Température des bitumes	1 fois par semaine
- Essais d'étanchéité des lanterneaux	1 fois par mois
- Essais de chargement à communiquer par l'entreprise	1 fois par mois
MENUISERIES ALUMINIUM	
<u>Plans</u>	
- Existence de plans détaillés d'exécution (dimensions - détails)	1 fois par mois
- Définition des fixations au Gros-Œuvre	1 fois par mois
- Coupes détaillées d'étanchéité (côtés, avec nom des produits)	1 fois par mois
- Etanchéité des menuiseries extérieures (avec nom des produits)	1 fois par mois

Un plan de contrôle par corps d'état sera soumis au visa du maître d'œuvre en début d'opération.

L'entrepreneur établit ou fait établir ses plans d'exécution et notes de calculs et les soumet au maître d'œuvre et au contrôleur technique. Il ne peut procéder à l'exécution des ouvrages qu'après les différents visas autorisant l'exécution.

Cependant, pour toute modification apportée par l'entreprise par rapport aux éléments du dossier marché, de plans de décoration ou de plans de détail, l'entrepreneur devra indépendamment de ses plans d'exécution préciser par écrit et spécifiquement au Maître d'œuvre toute modification qu'il envisage, faute de quoi il devra, le cas échéant, malgré le visa de ses plans d'exécution, reprendre à ses frais les travaux conformément aux prescriptions du dossier marché, des plans de décoration ou des plans de détails.

Toutes les entreprises sont soumises à la présentation des documents graphiques fiches techniques, PV concernant les installations ou ouvrages mis en œuvre. Ces documents seront fournis en nombre d'exemplaires suffisants autant de fois que cela s'avérera nécessaire pour demander l'avis du Maître d'œuvre, du Contrôleur Technique et des bureaux d'études.

Tous les documents, plans d'exécution et plans des ouvrages exécutés devront obligatoirement être établis sur format informatique.

17 PLANS D'EXECUTION – ETUDES TECHNIQUES

Suivant annexe 7.

18 DEPOT, ACCES ET OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le dépôt de matériel, matériaux ou gravats est interdit sur la voie publique ou les trottoirs. Au cas où ce dépôt se révélait indispensable et même pour une courte durée, l'Entrepreneur devrait au préalable obtenir l'accord du Maître d'Œuvre et des Services Municipaux.

Les précautions d'usage (protection, éclairage, etc, ...) seront à la charge de l'Entrepreneur, ainsi que les frais éventuels à acquitter aux Services municipaux pour droit de dépôt.

Tout passage, stationnement, occupation du domaine public (voiries, trottoirs, etc,...) devra faire l'objet d'une demande d'autorisation aux Services Municipaux.

L'Entrepreneur devra également les travaux de remise en état des emplacements utilisés.

19 SYNTHESE

Une synthèse technique sera prévue lors des études d'exécution, conformément à l'annexe 3

Les lots concernés par cette synthèse sont les suivants :

- GROS-ŒUVRE – DEMOLITION – FONDATIONS PROFONDES
- CHARPENTE BOIS
- ETANCHEITE
- MENUISERIE ALU
- BARDAGE METALLIQUE
- METALLERIE
- MENUISERIE BOIS
- DOUBLAGE – CLOISONS SECHES
- PLAFONDS SUSPENDUS
- CHAUFFAGE – VENTILATION – PLOMBERIE SANITAIRE
- FLUIDES MEDICAUX
- DISTRIBUTION PNEUMATIQUE
- ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES

20 DECHETS DE CHANTIER

La réglementation sur les déchets (loi n° 75.633 du 15 Juillet 1975, loi n° 92.646 du 13 Juillet 1992) a fixé les priorités de la politique des déchets :

- prévention et réduction de la production et de la nocivité des déchets,
- organisation du transport des déchets et limitation en distance et volume,
- valorisation des déchets pour réemploi, recyclage ou valorisation énergétique sans hiérarchie a priori entre ces différents modes,
- information au public.

➔ Le présent chantier sera l'objet d'un tri des déchets **niveau 2**, voir tableau ci-après.

Type de déchets	Tri niveau 1	Tri niveau 2	Tri niveau 3
DI Déchets Inertes Pierre, béton, carrelage, terre, déchets de sanitaires, verre ordinaire, etc...	1 benne	1 benne	1 benne
DIB Déchets Industriels Banaux Métaux (acier, cuivre), bois non traités, plâtre, matières plastiques, revêtements de sols, laine de roche, etc...	2 bennes - métaux (treillis soudés, cerclage, gaines VMC, etc. - autres produits	4 bennes - métaux - bois non traités (palettes cassées, bastinges, etc... - plâtre - autres produits	4 bennes - métaux - bois non traités (palettes cassées, bastinges, etc... - plâtre - autres produits
DIS Déchets Industriels Spéciaux Bois traités, peintures, solvants, pots souillés, colles, cartouches emballages non vides ou non rincés, goudron, etc...	1 benne ou un conteneur	1 benne ou un conteneur	2 bennes ou 2 conteneurs - peinture (pots emballages souillés) - autres produits
Déchets d'emballages (propres) Palettes bois, emballages plastiques, emballages cartons, etc...	1 benne 1 compacteur	1 benne 1 compacteur	2 bennes - cartons (propres et pliés) - autres emballages propres 1 compacteur
TOTAL	5 bennes ou conteneurs	7 bennes ou conteneurs	9 bennes ou conteneurs

Dans ce cadre, il est rappelé que :

Chaque entrepreneur se charge, à ses frais, du transport de ses gravats et déchets jusqu'aux lieux de stockage prévus par le gestionnaire du compte prorata.

Le gestionnaire du compte prorata se chargera de la mise en place des différents conteneurs, de la signalétique particulière, ainsi que du transport dans les centres de stockage appropriés.

Le **taux de valorisation** global du chantier en masse devra être de minimum **75 %** en privilégiant la valorisation matière.

Les emballage cartons, plastiques et polystyrènes devront être triés dans le cadre d'une filière de valorisation de l'entreprise.

MISE EN PLACE DES BENNES SELECTIVES

Le lot **GROS-ŒUVRE – DEMOLITION – FONDATIONS PROFONDES** aura à sa charge la mise en place des bennes sélectives. La location de ces bennes, leur évacuation et les taxes éventuelles seront prises en charge par le compte prorata.

21 NETTOYAGE EN COURS ET EN FIN DE CHANTIER

21.1 PREAMBULE

Régulièrement, l'OPC organisera des réunions spécifiques "chantier propre" pour rappeler aux entreprises concernées les prescriptions à respecter et particulièrement avant le début de leurs interventions.

Chaque entreprise doit désigner un "Monsieur propre" qui pourra être contacté à tout moment sur son portable par l'OPC ou le maître d'œuvre en cas de non-respect des prescriptions définies.

Chaque corps d'état doit transmettre à ses fournisseurs et sous-traitants les règles du chantier propre ci-après définies et ce dans le cadre de leurs différents marchés de sous-traitance et de commande de matériel.

21.2 NETTOYAGE EN COURS DES TRAVAUX DE GROS-ŒUVRE

L'entrepreneur du lot GROS-ŒUVRE – DEMOLITION – FONDATIONS PROFONDES doit assurer le nettoyage général du chantier et de ses abords pendant toute la durée du gros-œuvre et ce à sa charge exclusive en respectant les obligations légales du tri des déchets définies précédemment.

Les réservations dans le gros-œuvre feront l'objet de coffrage. Il sera **proscrit toute réservation en polystyrène ou autres matériaux volatiles** lors du débouchement de ces réservations.

21.3 NETTOYAGE EN CHANTIER PAR L'ENSEMBLE DES CORPS D'ETAT

21.3.1 Principe d'organisation des nettoyages

Pour permettre l'évacuation des déchets de chantier jusqu'aux bennes sélectives installées par le gros-œuvre, il est nécessaire de disposer à chaque étage, et en nombre suffisant, selon l'importance du chantier, de containers à roulettes collectifs étiquetés en correspondance avec les bennes sélectives pour permettre à chaque entreprise de déposer ses déchets dans des containers au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Ces containers seront mis en place par le lot gros-œuvre pendant toute la durée des travaux de second œuvre, la location de ces containers sera assurée selon une périodicité à définir (journallement ou deux fois par semaine) par une entreprise spécialisée choisie par le comité chargé de gérer le compte prorata. Ainsi, ces containers seront vidés dans des bennes et remis en place immédiatement.

21.3.2 Les poubelles individuelles par équipe de travail

Chaque entreprise doit le nettoyage consécutif à ses travaux au fur et à mesure de l'avancement du chantier et selon les directives du Maître d'œuvre.

En cas de défaillance le Maître d'œuvre ou l'OPC pourra demander l'exécution de ces nettoyages à l'entrepreneur du lot gros-œuvre ou à une entreprise spécialisée, à la charge du lot défaillant.

Pour ce faire chaque entreprise devra fournir à chacune de ses équipes de travail une (ou plusieurs si nécessaires) poubelle à roulettes équipée de sac plastique renforcé, accompagnée d'une pelle et d'un balai en parfait état de fonctionnement. Le nettoyage sera fait journalièrement et à l'avancement. Les sacs plastiques, un fois remplis, seront fermés par les attaches appropriées et déposés dans les containers sélectifs installés par le gros-œuvre à chaque étage.

21.3.3 Organisation des nettoyages

Lors des livraisons de matériaux et matériels, chaque entreprise ou livreur doit procéder à un pré déballage avec évacuation immédiate des plastiques, cartons, caisses en bois et cerclages métalliques. Ces emballages seront repris par les livreurs et n'ont pas lieu d'utiliser les bennes sélectives réservées aux déchets.

Les chutes de placoplâtre devront être cassées sur place pour être stockés dans les containers d'étage.

Les corps d'état utilisant des échafaudages mobiles (plafond suspendu, façades...) devront équiper leur échafaudage de poubelles plastiques fixées au garde-corps de manière à disposer leur déchet directement dans ces poubelles qui seront-elles-mêmes vidées dans les containers de chaque étage.

Les palettes seront également directement évacuées du chantier par les corps d'état concernés ainsi que les caisses d'emballage des gros matériels (ascenseurs, et équipements spécifiques).

Pour permettre d'identifier l'appartenance des palettes, elles devront être "marquées" avant d'être livrées sur le chantier.

Le lot électricité évacuera directement ses tourets vides du chantier.

Les équipes de travail disposant chacune d'une poubelle mettent directement leurs déchets dans ces récipients au lieu de les jeter par terre dans l'attente d'un nettoyage hypothétique. Ainsi, les électriciens, les plombiers... exécutant systématiquement les découpes dans le placoplâtre avec des scies à cloche, découpant et dénudant les fils électriques... permettent de maintenir le chantier dans un parfait état de propreté en utilisant ces poubelles d'équipes. De même, le peintre tapissant le mur de toile de verre et autres revêtements déverse directement dans sa poubelle les chutes découpées.

Lors des travaux de finition, revêtement de sol, mise en place d'appareils d'éclairage ou de chauffage, les emballages carton représentent un volume considérable à évacuer.

Chaque entreprise doit donc plier correctement ses emballages, les attacher avant de les transporter directement dans les bennes sans passer par les containers.

Il est envisageable d'étudier la location d'un compacteur de cartons mis en place à côté des bennes de chantier. Cette disposition pourrait être assurée par l'entreprise spécialisée chargée de l'évacuation journalière des containers dans les bennes.

Les menuiseries et mobiliers font l'objet de protections par des papiers bullés, les pareclozes sont généralement mises en place au moyen de cales en mousse rigide. Ces corps d'état doivent impérativement disposer de poubelles pour récolter ces divers matériaux ainsi que les chutes de joints néoprène lors de leur mise en place évitant ainsi de jeter à la fois à l'intérieur du bâtiment et à la fois à l'extérieur ces divers déchets.

21.3.4 Nettoyage des parties communes

Les parties communes, escaliers, circulations, ... seront nettoyés de façon hebdomadaire par le lot GROS-ŒUVRE – DEMOLITION – FONDATIONS PROFONDES ou une entreprise spécialisée pendant toute la durée de l'intervention des corps d'état, ces frais incombant au compte prorata.

21.3.5 Nettoyage des terrasses

En fonction des chantiers et des installations techniques placées en terrasse, plusieurs corps d'état peuvent intervenir (métallier, chauffage, électricité, gros-œuvre, étanchéité...). Pour Permettre de maintenir la terrasse en parfait état de propreté et éviter tout risque de perforation de l'étanchéité et de mélange de gravât avec la protection gravillon éventuelle, il est nécessaire de définir une méthodologie d'intervention des corps d'état très précise et de fixer les moyens adaptés de nettoyage. Les dispositions nécessaires seront arrêtées dans la période de préparation par les lots concernés, en accord avec le Maître d'œuvre et l'OPC.

21.3.6 Nettoyage des abords

Pour maintenir propres les abords d'un chantier, il est nécessaire que les remblaiements au pied des bâtiments soient réalisés le plus tôt possible avec les matériaux appropriés réalisant ainsi une piste de chantier permettant la mise en place de nacelles sur pneu (nécessité de garantir une continuité de fonctionnement des nacelles sous les charges de poinçonnement notamment) avec une parfaite stabilité. Les abords boueux et défoncés d'un bâtiment en construction engendrent systématiquement des abords mal tenus.

En cas de nécessité, le maître d'œuvre ou l'OPC feront exécuter le nettoyage des abords par le lot gros-œuvre à la charge du compte prorata.

21.3.7 Nettoyage des réseaux de canalisations

Chaque entreprise installant des canalisations doit placer des bouchons de protection pendant toute la durée du chantier. En outre, avant la réception, le nettoyage des réseaux de canalisations enterrées doit être assuré par les corps d'état qui les ont installées.

21.3.8 Organisation des stockages

A chaque étape d'avancement du chantier, l'OPC définit, étage par étage, les stockages affectés à chaque entreprise en fonction de l'organisation de chantier qu'il préconise.

Les improvisations de stockage par les divers corps d'état sans coordination conduisent à des déplacements de matériels anarchiques qui vont à l'encontre du chantier propre.

21.3.9 Litiges

En cas de litige avec les entreprises, le maître d'œuvre pourra faire exécuter des travaux de nettoyage par le lot GROS-ŒUVRE – DEMOLITION – FONDATIONS PROFONDES à la charge des entreprises présumées responsables ou au compte prorata le cas échéant.

21.4 EN FIN DE TRAVAUX : NETTOYAGE FINAL DU CHANTIER

Avant la visite en vue de la réception, puis avant la livraison, l'entreprise de **GROS-ŒUVRE – DEMOLITION – FONDATIONS PROFONDES** confiera le nettoyage complet à une entreprise spécialisée dont le coût sera imputé au compte prorata.

Il est précisé que la prestation comprendra obligatoirement à minima 3 nettoyages ou plus si besoin :

- Un nettoyage préalablement aux OPR,
- Un second nettoyage avant la réception
- Un nettoyage final avant mise en service

21.4.1 Nettoyage préalable aux OPR

Ces nettoyages comporteront les opérations suivantes :

- Enlèvement des protections prévues sur certains ouvrages (appareils sanitaires, meubles en mélaminé, éviers, menuiseries extérieures, vitrages, etc.)
- Nettoyage des revêtements de façade et bardages,
- Nettoyage des menuiseries extérieures et intérieures et des murs rideaux des deux faces de la vitrerie, y compris entourages accessibles, feuillures, volets roulants et coffres accessibles,
- Dépoussiérage et nettoyage des quincailleries,
- Balayage des balcons et terrasses, dépoussiérage des balcons et nettoyage à l'eau sous pression si besoin.
- Dépoussiérage et nettoyage des garde-corps intérieurs et extérieurs,
- Brossage et lessivage des revêtements de sols PVC et carrelages, dépoussiérage des tapis, ...
- Dépoussiérage de toutes les autres surfaces, compris mobiliers, dessus des appareillages électriques et plinthes, etc. ...,
- Enlèvement et évacuation de toutes les protections (films et autres) laissés sur les appareillages et tous les ouvrages protégés pendant la durée du chantier,
- Déblocage de toutes les parties mobiles et gâches de serrures, débouchage des trous de butées et gâches au sol,
- Dépoussiérage des revêtements muraux, miroirs, cloisonnettes ...
- Enlèvement des tâches de peinture, traits de crayon, souillures.
- Enlèvement des taches de plâtre, de ciment, etc.
- Dépoussiérage et nettoyage des appareils sanitaires, y compris robinetteries,
- Dépoussiérage et nettoyage des luminaires, des boiseries, placards y compris l'intérieur, plinthes, portes, appareillage électrique, bouches d'extractions, appareils de chauffage et de ventilation...
- Nettoyage soigné des ascenseurs,
- Nettoyage soigné des plénums de plafond placo et de plafonds suspendus
- Nettoyage des plafonds placo et des plafonds suspendus
- Des déchets résultant des nettoyages eux-mêmes,
- Nettoyage soigné de l'intérieur des gaines techniques et locaux techniques,

En complément des éléments précisés ci-dessus, il est indiqué que les procédures de nettoyage devront être au minimum les suivantes :

Revêtements de sol en PVC:

- balayage,
- lavage à la serpillière avec produit nettoyant adéquat,
- époussetage des plinthes et remontés en PVC
- lavage et nettoyage des profils métalliques,

Revêtements muraux :

- dépoussiérage aux chiffons secs et humides,
- enlèvement des diverses tâches, traces de doigts, ...,

Appareils sanitaires, robinetteries et appareillages divers dont équipements de cuisine

- dépoussiérage,
- lavage avec produit dégraissant, désinfection et déodorant,
- astiquage des robinetteries.
- enlèvement des étiquettes,
- rinçage à l'eau claire,

Appareils électriques divers :

(Interrupteurs, radiateurs, convecteurs, luminaires, ...)

- dépoussiérage,
- lavage avec produits adéquat,
- rinçage,
- enlèvement des étiquettes,

Menuiseries extérieures et intérieures compris quincailleries :

(Compris vitrages 2 faces, plinthes, etc. ...)

- dépoussiérage aux chiffons secs et humides,
- enlèvement des diverses tâches, traces de doigts,

Ouvrages divers de menuiseries intérieures, huisseries, etc. :

- dépoussiérage aux chiffons secs et humides,
- enlèvement des diverses tâches, traces de doigts,
- lavages et finition des miroirs.

Mobiliers fixes d'agencement :

- dépoussiérage aux chiffons secs et humides,
- enlèvement des diverses tâches, traces de doigts,

Ouvrages divers de métallerie intérieure et extérieure, compris quincailleries :

- dépoussiérage aux chiffons secs et humides,
- enlèvement des diverses tâches, traces de doigts,

Toiture terrasse extérieure

- nettoyage général,
- évacuation des détritiques et de tous gravois,

NOTA :

- des désinfectants devront être employés pour le nettoyage des locaux sanitaires.
- les taches et traces de doigts devront être soigneusement enlevées des murs, portes vitrées intérieures ou oculi et meubles des locaux.
- les sols thermoplastiques devront avoir un aspect brillant.
- Les sols ne devront pas être glissants.
- après lustrage, les sols devront avoir un aspect uniforme.
- aucune éclaboussure ne devra être faite sur les murs, meubles ou matériels.
- le rinçage ne devra pas laisser de traces ou d'auréoles.
- le bas des cloisons après nettoyage des sols ne devra pas avoir une apparence terne.

21.4.2 Nettoyage préalable à la réception

Suivant le jalon défini au planning, un deuxième nettoyage sera prévu :

- Inspection, révision et nettoyage complémentaire, si nécessaire, conformément à la définition ci-avant, afin que l'ensemble des locaux soient livrés parfaitement propres au Maître d'Ouvrage.
- Ménage de qualité hôtelière.

21.4.3 Nettoyage avant mise en service

Après la fin des levées de réserves de l'ensemble des lots, et avant la mise en service, un nettoyage complémentaire sera effectué, comprenant :

- Inspection, révision et nettoyage complémentaire, si nécessaire, conformément à la définition ci-avant, afin que l'ensemble des locaux soient livrés parfaitement propres au Maître d'Ouvrage pour sa mise en service.
- Ménage de qualité hôtelière.

22 PROTECTION DU CHANTIER

L'entreprise doit garantir les matériaux, installations, outillages et ouvrages, des dégradations qu'ils pourraient subir notamment du fait des intempéries.

Elle devra réparer les dommages provenant du défaut de précautions, remettre en état ou remplacer à ses frais les constructions qui auraient été endommagées de ce fait.

Si les travaux venaient à être interrompus pour quelque cause que ce soit, l'entreprise devra protéger les constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir, sans frais supplémentaires pour le Maître de l'Ouvrage.

23 DEPENSES D'INTERET COMMUN- COMPTE PRORATA

Les dépenses d'intérêt commun – compte prorata font l'objet d'une répartition ayant pour but d'affecter aux lots concernés les dépenses directement à charge d'une entreprise et d'indiquer celle à prendre en compte dans le cadre du compte prorata, cf. annexe 1 NOTE D'ORGANISATION DE CHANTIER.

24 TROUS – SCELLEMENTS – REBOUCHAGES – RACCORDS – RESERVATIONS

PLANS DE RESERVATIONS

Chaque Entrepreneur établira et remettra à l'Entrepreneur de GROS-ŒUVRE – DEMOLITION – FONDATIONS PROFONDES ses plans de réservations suivant le planning mis au point dans la période de préparation.

La réparation des "erreurs d'exécution" sera entièrement imputée à l'Entreprise de GROS-ŒUVRE – DEMOLITION – FONDATIONS PROFONDES.

La réparation des "erreurs de plans" sera imputée à l'Entreprise concernée.

Les réservations non demandées et faites après coup ne peuvent être faites que par l'entreprise titulaire du lot GROS-ŒUVRE – DEMOLITION – FONDATIONS PROFONDES, mais aux frais de l'entreprise utilisatrice.

TROUS – SCELLEMENTS – REBOUCHAGES – RACCORDS – RESERVATIONS

Tout refouillement dans un ouvrage en béton armé est interdit.

Chaque corps d'état fournira à l'Entreprise titulaire du lot GROS-ŒUVRE – DEMOLITION – FONDATIONS PROFONDES, les rails, douilles, etc., qui seraient à mettre dans les coffrages et devra veiller à l'exactitude de leur mise en place avant coulage.

Ces éléments devront être communiqués par les différentes entreprises au plus tard 15 jours avant la communication du plan de structure concerné.

Tout percement omis soit sur un plan, soit sur place, sera exécuté par l'Entreprise titulaire du lot GROS-ŒUVRE – DEMOLITION – FONDATIONS PROFONDES aux frais du responsable de l'omission.

Tout percement omis soit sur un plan, soit sur place, dans **les ouvrages bois** sera exécuté par l'Entreprise titulaire du lot Charpente aux frais du responsable de l'omission.

Les scellements dans les ouvrages finis sont à la charge des lots concernés, les finitions des parements étant à la charge des lots spécialisés : Doublage-Cloisons sèches-Plafonds, Peinture, etc.

Les inserts, ainsi que leurs plans de pose sont fournis au lot GROS-ŒUVRE – DEMOLITION – FONDATIONS PROFONDES qui les utilisera. La pose est due par le titulaire du lot GROS-ŒUVRE – DEMOLITION – FONDATIONS PROFONDES, sous la vérification du lot utilisateur.

L'ensemble des calfeutrements autour des passages dans murs et planchers coupe-feu sont dus par les lots concernés.

Les calfeutrements autour des huisseries sont à la charge du lot Gros-Œuvre ou du lot Doublage-Cloisons sèches-Plafonds, suivant la nature du cloisonnement, les lots concernés devant être moteurs dans leur exécution.

Réservations :

Trois cas sont à considérer avec les ouvrages de gros œuvre :

1/ Passage de canalisations, réseaux ou conduits de petites sections (< Ø 60 mm) :

Le percement nécessaire est réalisé par le lot concerné, donc pas de réservation demandée au lot GROS-ŒUVRE – DEMOLITION – FONDATIONS PROFONDES.

2/ Passage de canalisations, réseaux ou conduits de moyennes sections (de Ø 60 à Ø 200, chemins de câble, gaines techniques de chambres, etc.) :

Le percement nécessaire est réalisé par le lot concerné, donc pas de réservation demandée au lot GROS-ŒUVRE – DEMOLITION – FONDATIONS PROFONDES.

Rebouchages et calfeutrements à la charge des lots utilisateurs.

3/ Passage de canalisations, réseaux ou conduits de grandes sections (> Ø 200, conduits de désenfumage, etc.).

L'entreprise de GROS-ŒUVRE – DEMOLITION – FONDATIONS PROFONDES donne aux lots utilisateurs une réservation débarrassée de tous matériaux, correspondant à la section demandée.

Rebouchages et calfeutrements à la charge des lots utilisateurs.

Un cas est à considérer avec les ouvrages bois :

Passage de canalisations, réseaux ou conduits de toutes sections. L'entreprise de Charpente donne aux lots utilisateurs une réservation débarrassée de tous matériaux, correspondant à la section demandée.

Rebouchages et calfeutrements à la charge des lots utilisateurs.

Nota acoustique important

Une attention particulière sera portée sur l'exécution des traversées des parois des locaux répondant à des exigences acoustiques, ainsi que sur la qualité des rebouchages et calfeutrements.

Les traversées de parois lourdes s'effectuent dans un fourreau métallique muni d'une fente d'élasticité et garni d'un fourreau élastique. Toutes les réservations devront être ensuite rebouchées au mortier et l'étanchéité parachevée au mastic.

Des manchettes souples devront être prévues sur le parcours des gaines de part et d'autre de la paroi si un grand débattement est nécessaire au fonctionnement des suspentes souples.

Les traversées des parois légères, couvertures, plafonds et doublages seront traités de manière à éviter toute solidarisation de cloisons doubles ou de systèmes masse-ressort-masse avec interposition d'un matériau élastique approprié.

Les calfeutrements et rebouchages seront soignés. Ils seront réalisés au plâtre ou avec renforcement d'une plaque de plâtre complémentaire préalablement découpée et vissée sur les ossatures support de cloisons. L'étanchéité sera parachevée au mastic.

L'ensemble de ces traversées, calfeutrements et rebouchages sont dus par les lots concernés.

25 FRAIS DE REPRODUCTION DES DOCUMENTS

Le Maître d'œuvre tient à la disposition des entrepreneurs les documents du marché, toute reproduction étant à leur charge.

26 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

En fin de chantier, et au plus tard un mois après la réception, l'entrepreneur devra fournir les DOE sur clef USB, CD ROM ou DVD ROM selon l'annexe n° 2 «DOE».

2 versions papier pour les lots technique

1 version papier pour les lots architecturaux.

Il devra remettre au maître d'ouvrage dès la réception des travaux les notices d'utilisation et d'entretien.

27 ACCESSIBILITE AUX HANDICAPES

Chaque Entrepreneur devra prévoir dans sa prestation les dispositions particulières relevant de sa spécialité, en conformité avec la Réglementation en vigueur.

28 SYSTEME D'ECHANGE DE DONNEES INFORMATISEES (SEDI)

Un outil d'échange de données de fichiers CAO, par un site WEB Sécurisé, sera mis en place par le titulaire du lot **GROS-ŒUVRE – DEMOLITION – FONDATIONS PROFONDES**.

Cf. ANNEXE 1 NOTICE D'ORGANISATION DE CHANTIER
